

Chères et chers collègues,

Presque tout dans ce neuvième Congrès mondial est différent de ce que nous avons connu jusqu'à présent et ce rapport d'activité ne fait pas exception.

Dans un peu plus d'un an, lors du dixième Congrès mondial qui se tiendra en présentiel à Buenos Aires, je présenterai un bilan complet de la période 2019-2024. Ce rapport intermédiaire ne vous fournira pas de détails importants sur le travail que nous avons accompli ensemble. Mais je ne peux pas laisser passer cette occasion sans évoquer ces dernières années, à la fois dévastatrices et inspirantes.

La dernière fois que je me suis présenté devant vous pour marquer nos progrès accomplis ensemble, en 2019, il m'aurait été impossible d'imaginer le monde d'aujourd'hui. Notre profession a changé, le monde a changé. La pandémie qui a infecté le monde et tué jusqu'à 20 millions de personnes a également infecté tous les aspects de notre travail.

Je tiens tout d'abord à rendre hommage aux ami·e·s et collègues que nous avons tou·te·s perdu·e·s. Des dizaines de milliers de personnes ont perdu la vie parce qu'elles ont rejoint les millions de leurs collègues qui ont maintenu une certaine forme d'éducation pour des centaines de millions d'étudiant·e·s à l'époque de la pandémie.

Marquons s'il vous plaît un moment de silence pour leur rendre hommage.

Nous leur promettons à tou·te·s un sens renouvelé de l'engagement et une mission plus précise. C'est à Bangkok, lors du Congrès mondial, que nous nous sommes engagé·e·s à ce que nos organisations prennent l'initiative de faire progresser la profession, de garantir une éducation gratuite et de qualité pour tou·te·s et de promouvoir la démocratie, les droits humains et les droits syndicaux.

Ensuite, la COVID. Un milliard six cents millions d'élèves non scolarisé·e·s. Dès le départ, l'IE était déterminée à être présente pour ses membres, dans tous les sens du terme. Des recherches et des analyses en temps réel, des séminaires, des réunions et des sessions d'organisation en ligne, des campagnes et des plates-formes de communication très énergiques pour transmettre nos demandes et nos messages essentiels et faire pression sur les gouvernements pour qu'ils agissent.

Au cours de ces quatre dernières années, nous nous sommes réunis virtuellement en ligne à près de 200 reprises, que ce soit en tête-à-tête, en petits groupes ou lors de conférences mondiales, afin de nous rapprocher les un·e·s des autres dans le cadre de notre mission et de notre objectif, et de nous remonter le moral.

Aucune organisation mondiale en dehors du secteur de la santé primaire ne s'est autant engagée dans la réponse mondiale au COVID que notre fédération. Dès les premiers mois, l'IE a été appelée à conseiller officiellement l'Organisation mondiale de la Santé.

En 2020, après plusieurs mois de COVID et d'isolement devant nos écrans, nous avons décidé que l'IE et ses organisations membres avaient besoin de remuer les choses, de réunir virtuellement le plus grand nombre d'entre nous pour une sorte d'instantané de l'IE. C'est ainsi qu'est née une célébration de solidarité de 24 heures à travers le monde, à l'occasion de la Journée mondiale des enseignant·e·s.

En commençant par l'Asie et les îles du Pacifique et en terminant par l'Amérique du Nord et les Caraïbes, cet événement a été un véritable tourbillon mondial de ce que nous sommes, de nos ami·e·s et

alliés, de nos étudiant·e·s et un rappel de l'importance de notre travail pendant une journée. Bien sûr, quand on fait le tour du monde en une journée, j'avais oublié que cela signifiait 48 heures en studio.

Jetons-y un coup d'œil rapide.

Ce voyage d'une journée nous a merveilleusement épuisé·e·s et nous a permis de réaffirmer l'une de nos valeurs fondamentales en tant que syndicalistes. En effet, face à une crise, nous ne sommes jamais paralysé·e·s — nous nous mobilisons. Dans le désespoir, nous trouvons l'inspiration auprès de nos collègues et de nos allié·e·s.

Nous avons fait un effort particulier pour continuer à renforcer les liens entre l'IE et les différents niveaux professionnels et groupes d'intérêt de nos organisations membres.

En 2022, 700 syndicalistes de l'éducation se sont réuni·e·s en ligne pour la Conférence mondiale des femmes de l'IE, axée sur la mobilisation et l'utilisation du pouvoir des femmes pour le changement. L'IE est également l'un·e des principaux·ales participant·e·s aux 16 jours d'activisme contre la violence basée sur le genre organisés chaque année par les Nations Unies. La Présidente Susan Hopgood s'est adressée à la Commission de la condition de la femme des Nations Unies, soulignant le rôle essentiel du dialogue social et de l'éducation au climat pour une transition juste vers une économie verte.

Nous avons précédé la Conférence mondiale sur l'enseignement supérieur d'une consultation virtuelle soulignant la nécessité d'aborder les questions liées à la précarisation du travail universitaire et des personnels de soutien, au bien-être du personnel, au dialogue social, à l'inclusion, au financement durable et à la commercialisation, ainsi qu'aux libertés académiques.

Nous avons célébré la Journée mondiale des personnels de soutien à l'éducation, en reconnaissant la contribution des PSE à une éducation de qualité, et nous avons travaillé avec nos membres pour exiger que ces travailleur·euse·s professionnel·le·s bénéficient de conditions de travail de qualité.

Les migrations et les réfugié·e·s ont fait l'objet d'une attention particulière au cours de cette période, de la frontière américaine à la Turquie, en passant par le Liban, le Soudan et l'Ukraine. J'ai rendu visite à nos organisations membres au Liban pour exprimer ma solidarité avec les éducateur·trice·s et les étudiant·e·s confronté·e·s à des conditions d'enseignement et d'apprentissage extrêmes.

Et grâce à nos efforts, nous avons pu obtenir que les enseignant·e·s soient payé·e·s après des mois d'impasse.

Nous avons également visité des camps de réfugié·e·s et des écoles où nos membres éduquent des réfugié·e·s syrien·e·s dans le cadre d'un double emploi.

Comme au Liban, certain·e·s enseignant·e·s et membres des personnels de soutien à l'éducation travaillant dans des contextes de crise ne perçoivent pas leur salaire pendant des mois. Tout en s'efforçant de combler le déficit de financement, notre délégation auprès d'*Éducation sans délai*, le fonds des Nations Unies pour l'éducation en situation d'urgence et de crise prolongée, conduite par la Présidente Susan Hopgood, a réussi à faire en sorte que le plan stratégique du fonds fasse des enseignant·e·s une priorité.

Lors de la conférence des Nations Unies sur le travail des enfants qui s'est tenue en Afrique du Sud, les représentant·e·s des gouvernements, des organisations d'employeurs et des organisations de

travailleur·euse·s ont renouvelé leur engagement à prévenir et à éliminer le travail des enfants et le travail forcé.

Tandis que nos syndicats s'unissaient pour faire progresser les droits et les opportunités de chacun·e, d'autres forces se sont unies pour combattre non seulement la progression des syndicats et la cause d'une éducation de qualité, mais aussi pour mener la guerre contre la démocratie elle-même.

L'Ukraine. Je m'y suis rendu il y a quelques semaines. Vous connaissez les grandes lignes du conflit. La guerre des armes à feu se poursuit, menée par un dictateur désespéré qui s'en prend sans relâche aux populations civiles, y compris aux enfants.

La délégation de l'IE est arrivée sur place et a été le témoin direct des atrocités. Des terrains de jeux et des écoles détruits par des attaques de missiles, des cours dispensés dans des abris antiatomiques. J'ai également vu de mes propres yeux comment et où les fonds de solidarité que vous avez collectés ont été utilisés pour soutenir notre organisation membre et les enseignant·e·s qui ont perdu des êtres chers. Nous avons été témoins d'une incroyable bravoure et nous avons pu admirer les valeurs syndicales en pleine action, à une époque où un peuple se bat contre sa propre éradication et pour la démocratie.

Je peux vous dire en toute confiance qu'aucune fédération syndicale internationale n'a fait plus en termes de soutien aux membres sur le terrain en Ukraine. En mai 2022, afin de soutenir les organisations membres dans les pays confrontés à un afflux important de réfugié·e·s suite à l'invasion russe de l'Ukraine, l'IE et l'OCDE ont réuni un large éventail de parties prenantes afin d'élaborer des stratégies pour répondre efficacement aux besoins éducatifs des étudiant·e·s ukrainien·ne·s.

L'Ukraine n'est évidemment pas le seul pays où l'autoritarisme est en marche.

Dans la région Asie-Pacifique, l'IE s'est jointe à la Fédération des enseignant·e·s du Myanmar pour exiger la reconnaissance diplomatique officielle du gouvernement d'unité nationale et la libération de tous les prisonnier·ère·s politiques. Malheureusement, l'agenda antidémocratique progresse dans une grande partie de la région Asie-Pacifique, y compris en Afghanistan et aux Philippines, et l'IE a maintenu la pression internationale sur les gouvernements anti-travailleurs et antidémocratiques dans les pays concernés. À Hong Kong, la pression exercée par la Chine sur les enseignant·e·s a contraint le HKPTU, l'un des plus anciens membres de l'IE, à se dissoudre.

Un an après la prise de Kaboul par les talibans, l'IE a fait état de progrès dans la mise en œuvre de la résolution de notre Bureau exécutif demandant la création d'un Observatoire des droits des enseignant·e·s afin de recueillir les témoignages des enseignant·e·s en Afghanistan et de surveiller la situation de l'éducation sur le terrain.

L'IE a également condamné les attaques contre les syndicats libres menées par le régime de Lukashenko en Biélorussie dans le cadre de sa longue campagne de destruction de l'infrastructure démocratique, y compris la dissolution du Congrès biélorusse des syndicats démocratiques.

J'ai également été à la tête d'une délégation en Turquie pour manifester notre solidarité avec nos membres qui apportent de l'espoir, des logements et des services aux victimes de ce terrible tremblement de terre qui a coûté la vie à plus de 50.000 personnes.

En Afrique, j'ai conduit une délégation de l'IE en Eswatini pour rencontrer les dirigeant·e·s du pays et condamner les attaques contre les dirigeant·e·s syndicaux·ales, y compris le président de notre organisation membre, le SNAT, qui a été réintégré.

L'IE a condamné l'intimidation des enseignant·e·s en Ouganda et a attiré l'attention sur la situation précaire de l'éducation pour les apprenant·e·s et les enseignant·e·s dans les pays du Sahel. Au Mali, plus de 1.800 écoles ont fermé leurs portes à la suite d'attaques ou de menaces directes de la part de groupes armés. Il y a tout juste deux semaines, en Ouganda, des militant·e·s ont attaqué une école secondaire et tué plus de 85 enfants.

Au Moyen-Orient, l'IE a lancé un appel à l'action urgente demandant au gouvernement israélien de mettre immédiatement fin aux démolitions d'écoles, de protéger les enfants palestiniens contre la violence et de garantir leur droit à l'éducation en toute sécurité.

Comme vous le savez également, la crise a frappé cette région de plein fouet, avec de fréquentes violations des droits syndicaux, notamment au Bahreïn, en Tunisie, en Égypte, en Jordanie et au Liban. Dans le contexte des manifestations qui ont suivi l'assassinat de Mahsa Amini, l'IE a demandé aux autorités iraniennes de libérer tous les syndicalistes détenu·e·s en raison de leurs activités syndicales et de garantir et protéger le droit à la liberté d'association et de réunion pour tou·te·s les citoyen·ne·s et en particulier pour les femmes et les jeunes filles.

En Haïti, en collaboration avec les partenaires de la coopération au développement, nous avons créé un fonds de solidarité et mobilisé les organisations membres du monde entier pour aider nos organisations membres haïtiennes.

Parfois, le progrès est simplement l'absence de guerre, comme dans le cas du cessez-le-feu obtenu de haute lutte au Tigré en Éthiopie, grâce à la campagne constante des enseignant·e·s de cette région. Parfois, il s'agit simplement d'une victoire de l'État de droit, comme dans la défaite des insurgé·e·s fascistes au Brésil en janvier ou dans la victoire d'un gouvernement de coalition aux Fidji, où les syndicalistes étaient régulièrement emprisonné·e·s et agressé·e·s par les forces gouvernementales.

En décembre, après huit mois de campagne, nos organisations membres au Népal ont obtenu un accord avec les gouvernements locaux pour discuter de toutes les questions liées aux enseignant·e·s, à l'éducation et au financement de l'éducation. Cette même confiance dans le dialogue social fondamental et la persévérance s'est manifestée au Maroc, où nos organisations membres et le gouvernement sont parvenus à des accords substantiels.

En Amérique latine, j'ai dirigé une délégation régionale en Argentine et en Uruguay où nous avons défendu les droits de nos membres et pris position contre la privatisation et la commercialisation de l'éducation.

Nous savons que l'éducation ne peut pas exister dans un vide en tant que question sectorielle. C'est le fondement de l'entreprise humaine, qui s'intègre dans les ambitions de chaque priorité de l'avenir. Lors du dernier Congrès mondial, les délégué·e·s nous ont demandé de donner la priorité à la durabilité dans tout ce que nous défendons.

Nous avons lancé notre campagne « Enseignez pour la planète » et présenté aux dirigeant·e·s mondiaux·ales notre Manifeste sur le climat. Depuis, nous avons fait de l'éducation au changement

climatique un élément clé du mouvement en faveur d'un avenir durable. Nous avons présenté des études et des outils que chacun-e d'entre vous peut utiliser pour plaider notre cause au niveau national.

Nous nous intégrons constamment dans le mouvement plus large de la durabilité dans le monde. Cette ferveur, cet engagement, cet élan sur le terrain parmi nos organisations membres sont indéniables. Il en va de même pour les réalités auxquelles nous sommes confrontés, à commencer par les ressources.

En 2014 et 2015, nous avons mené avec succès la campagne visant à inclure l'éducation dans les objectifs de développement durable des Nations Unies, aux côtés de questions telles que l'éradication de la pauvreté et de la faim, la lutte contre les inégalités entre les genres et le changement climatique, entre autres. Pour chacun de ces objectifs, l'éducation est le catalyseur.

Aujourd'hui, les systèmes éducatifs de nombreux pays disposent de moins de ressources qu'à n'importe quel moment de l'histoire.

Pour réaliser les Objectifs de développement durable, nous élevons notre notion du monde durable que nous voulons créer. Sous la bannière de la campagne La force du public : ensemble on fait école ! lancée par l'IE au début de cette année, nous mettons l'accent sur le financement de l'éducation, sur l'irresponsabilité des entreprises et sur la responsabilité des gouvernements.

Notre campagne mondiale pour le financement de l'enseignement public et de la profession enseignante est une lutte pour davantage d'investissements dans le secteur public, un nouveau contrat social axé sur la valeur de la collecte et du déploiement de l'argent du peuple pour le bien public.

Nous luttons contre les restrictions imposées par les agences financières internationales au secteur public, qui bloquent le recrutement des enseignant-e-s et limitent leurs salaires. Des dizaines de millions de nouveaux-elles enseignant-e-s sont nécessaires dans le monde. Ce n'est pas le moment de se désengager du bien public, c'est le moment d'investir.

Les grandes entreprises et les particuliers fortunés ne peuvent plus être autorisés à utiliser le système financier pour réaliser des profits à court terme, y compris l'extraction et l'utilisation de sources d'énergie toxiques comme le charbon, tout en augmentant les prix, en dissimulant des actifs et en évitant les impôts.

Comment rendre les gouvernements réactifs ? À présent vous pouvez certainement le dire aussi bien que moi. Nous organisons nos membres. Nous nous mobilisons. Le chemin vers un avenir durable, vers nos droits en tant que citoyen-ne-s du monde, est le même que notre chemin vers les droits syndicaux. Cette voie, c'est la démocratie.

Le lien entre des syndicats d'enseignant-e-s forts et mobilisés et la démocratie est réel et reconnu. Ce sentiment de valorisation n'est nulle part aussi fort qu'au plus haut niveau des Nations Unies. L'automne dernier, l'IE a joué un rôle central dans le Sommet sur la transformation de l'Éducation convoqué par le Secrétaire général.

À notre demande, les Nations Unies ont annoncé la création d'un Groupe de haut niveau sur la profession enseignante, chargé d'examiner le rôle des enseignant-e-s et le soutien dont nous avons besoin pour accomplir notre travail, notamment pour remédier à la pénurie mondiale d'enseignant-e-s, améliorer leur professionnalisme et financer les systèmes d'enseignement public. Pour la première fois, il

existe un accord de haut niveau sur le fait que l'éducation est un investissement et que l'élément clé de cet investissement est l'enseignant-e.

Le Groupe de haut niveau se concentrera particulièrement sur la technologie et nous savons, par expérience, que cela nous obligera à être très attentif·ive·s à l'équité, qui est continuellement menacée par la concurrence, la privatisation et la commercialisation. Et nous savons que l'une des principales conditions favorables à la privatisation est le sous-financement chronique des systèmes d'enseignement public.

Nous devons inverser cette tendance à l'échelle mondiale. Un système d'enseignement public fort n'est pas un acquis. Il faut se battre pour l'obtenir et le défendre.

En cette trentième année d'existence, nous avons bâti ensemble les connaissances, la réputation, le pouvoir et les alliances au plus haut niveau pour être une force non seulement pour l'éducation et le développement durable, mais aussi pour la démocratie elle-même. Grâce à vous, nous continuons à faire sentir notre influence et à renforcer notre leadership.

Je vous annonce donc aujourd'hui, à l'occasion du neuvième Congrès mondial de l'Internationale de l'Éducation, que nous poursuivons sur cette lancée. Nous continuons à faire la différence dans le monde entier. Nous ne nous arrêterons pas.